

Réflexions sur la Grèce et l'Europe

Jacques Sapir

Interview réalisée pour FIGAROVOX le vendredi 21 août, par Alexandre Devecchio. Ceci est la version longue du papier publié sur le site de FigaroVox. Les différences entre les deux versions sont de mon fait et non de l'équipe de FIGAROVOX.



Le troisième plan d'aide à la Grèce en cinq ans, d'un montant de 86 milliards d'euros est en place. Les ministres des Finances de la zone euro ont approuvé mercredi soir le déblocage d'une première tranche de 26 milliards d'euros. Le pays a été en mesure jeudi de rembourser en temps et heure et sans drame 3,4 milliards d'euros à la BCE. Est-ce une bonne nouvelle ?

Les remboursements qui ont été faits par la Grèce (à la Banque Centrale Européenne) étaient prévus et organisés depuis ces derniers jours. Ils n'ont donc rien d'étonnant. Mais il faut se garder de tout optimisme. Le plan que l'on appelle d'aide à la Grèce, mais qui est essentiellement un plan visant à assurer la solvabilité à court terme de ce pays en contrepartie de conditions qui sont, elles, réellement draconiennes, va permettre à ce pays de rembourser ses créanciers. En fait l'Union européenne va prêter de l'argent pour pouvoir être remboursée. C'est une mécanique absurde et qui ne va pas sortir la Grèce de la crise. Elle ne va même pas garantir la place de la Grèce à l'intérieur de la zone Euro[1], mais elle va imposer de nouveaux sacrifices à la population, et tout cela en pure perte. On pressent bien que l'Euro n'est nullement sauvé[2], et en ce qui concerne la Grèce elle-même le pire est que ce plan va l'enfoncer, tout en organisant une immense spoliation des actifs appartenant au gouvernement grec[3] au profit de quelques sociétés, essentiellement allemande. La Grèce sera à nouveau en dépression quant on regardera les résultats du 3^{ème} et surtout du 4^{ème} trimestre. Le résultat du 2^{ème} trimestre, une croissance de 0,8%, étant dû essentiellement aux achats de précaution de la population grecque dans le cours du mois de juin, et à l'impact du tourisme. Avec l'asphyxie économique organisée par la Banque Centrale Européenne à partir du 26 juin, il est évident que les résultats du 3^{ème} trimestre vont être très mauvais.

Cette dépression, organisée en réalité par le plan dit d'aide, va se poursuivre en 2016 et sans doute après. Telle est la réalité des faits. Prétendre le contraire c'est au mieux se mentir, au pire mentir aux autres. Dans ces conditions, parler de solvabilité retrouvée a pour la Grèce une dimension surréaliste. Techniquement, la Grèce peut rembourser ce qu'elle doit, mais avec un emprunt supplémentaire. C'est ce que l'on appelle en économie un « système Ponzi », une pyramide financière comme celles que l'on a connues dans les années 1990 en Russie et dans les pays ex-socialistes. Avec cette pyramide, la dette de la Grèce va atteindre le 200% du PIB. C'est la preuve que les politiques mises en place par les mémorandums successifs ne fonctionnent pas.

N'est-ce pas un peu péremptoire de condamner ce plan par avance ?

Les principaux économistes qui connaissent la Grèce, et même le Fond Monétaire International, ont tous condamné ce plan. Le FMI d'ailleurs ne veut pas participer à ce plan si une annulation d'au moins 35% de la dette grecque n'est pas consentie[4]. Or, sans l'adhésion du FMI à ce plan, on ne pourra pas mobiliser le MES (Mécanisme Européen de Solidarité) pour trouver une partie de l'argent. Le conflit aujourd'hui ouvert entre l'Eurogroupe et le FMI mine toute possibilité de réussite de ce plan.

Il faut comprendre les raisons de cette condamnation quasi unanime par la communauté des économistes. Dans le domaine macroéconomique, ce plan organise une contraction très forte de la demande intérieure et va

déstabiliser la société en compromettant les mécanismes de transferts intergénérationnels qui servaient jusque là d'amortisseur à la crise sociale. C'est cela, en réalité, l'enjeu du bras de fer entre le gouvernement grec et les créanciers sur la question des retraites. Compte tenu de la faiblesse des allocations chômage, une partie de la population ne survivait que grâce aux transferts réalisés par les parents. En organisant une réduction brutale du montant des retraites, c'est globalement l'ensemble de la population, et non seulement les seuls retraités, que l'on va frapper. Il faut, sur ce point, lire les critiques faites par Yanis Varoufakis sur son blog à ce plan[5].

En ce qui concerne les réformes structurelles, les privatisations qui sont annoncées n'auront aujourd'hui aucun effet positif. C'est simplement un droit donné à des entreprises étrangères de racheter des entreprises publiques pour une bouchée de pain. Le consortium allemand *Fraport* qui achète aujourd'hui 14 parmi les plus rentables des aéroports régionaux grecs pour la ridicule somme de 1.23 milliards n'est autre que celui-là même qui devait les acquérir en 2014[6]. Il faut ici ajouter que ce consortium est par ailleurs la propriété du gouvernement allemand. Les autorités européennes, qui sont d'habitude tellement à l'affût de possibles conflits d'intérêts, ont ici fermé les yeux... Ces privatisations n'auraient eu un sens que si elles s'accompagnaient d'engagements précis et chiffrés des entreprises étrangères à investir en Grèce, c'est à dire à apporter de l'argent frais à l'économie grecque. Il n'en est pas question, et les 3^{ème} mémorandum aboutit en réalité à désarticuler l'embryon de politique de privatisation sérieuse qu'avait commencé à élaborer le gouvernement grec. Si on récapitule, le « plan » organise une chute des revenus et de la demande intérieure des ménages, n'organise nullement des transferts d'investissements au profit de la Grèce, et va favoriser en réalité la structure de corruption et de collusion qu'avait dénoncée en son temps le Ministre des finances Yanis Varoufakis. Le tout dans un pays qui a connu déjà cinq années de dépression économique, où le chômage est au-dessus de 28% et où les investissements productifs se sont effondrés. On peut, peut-être, faire pire mais, sauf à faire exploser une bombe nucléaire au-dessus d'Athènes, cela risque d'être difficile.

Alexis Tsipras, va en effet annoncer ce jeudi soir sa démission dans le but de précipiter des élections anticipées le 20 septembre. Il n'a pas réussi à mettre fin à l'austérité en Grèce. Comment expliquez-vous un tel échec ?

La vérité est que, sans une sortie de l'Euro, Tsipras ne pouvait pas mettre fin à l'austérité. Après, il faut comprendre le pourquoi de sa démission et la convocation d'élections anticipées. La démission d'Alexis Tsipras est en réalité très logique. Le gouvernement n'a plus de majorité, et ne peut faire passer les mesures imposées par la zone Euro que grâce aux voix de l'opposition, comme on l'a vu pour la ratification de l'accord du 13 juillet et pour celle du 3^{ème} mémorandum. De plus, Tsipras sait qu'il reste aujourd'hui plus populaire que la droite grecque (la *Nouvelle Démocratie* ou deux mensonges en un seul) tandis que les partis du centre-gauche sont largement discrédités (le PASOK, le parti dit socialiste et To Potami, un parti constitué par un oligarque grec avec le soutien des eurocrates bruxellois)[7]. La crainte de Tsipras est que la gauche de SYRIZA n'acquiert rapidement une influence importante. D'ailleurs ce vendredi 21 août 29 députés du Syriza ont fait défection pour créer un nouveau parti *Unité Populaire*. Leur coordinateur, Panagiotis Lafazanis, ne cache pas qu'il est résolu, s'il le faut, à sortir de l'Euro[8]. Les derniers sondages montrent, en effet, que l'écart entre les partisans et les adversaires de l'Euro s'est largement réduit ces dernières semaines.



Dans ces conditions, il était logique pour Tsipras de provoquer rapidement des élections anticipées. Il espère avoir à nouveau la majorité (et dans le système électoral grec, tout parti arrivé en tête aux élections à un *bonus* de 50 sièges sur les 300 que compte le Parlement). Le risque, pour Tsipras ne viendra pas de la *Nouvelle Démocratie*, qui reste largement discréditée mais du score que fera le nouveau parti de gauche issu de la scission de SYRIZA. Si ce parti fait au moins 5% à 6% des voix, ce qui serait déjà un exploit pour une formation qui vient tout juste d'être créée et qui n'aura qu'un mois pour se faire connaître des électeurs, SYRIZA peut avoir sans doute entre 25% et 26% des voix, avoir le *bonus* de 50 sièges et chercher un alliance avec un parti pro-mémorandum. Mais si Unité Populaire, la scission de SYRIZA, arrive à capitaliser sur la vague de fond qui a porté le « non » à 61% des suffrages lors du référendum du 5 juillet, et dépasse les 10% des voix, la situation deviendra beaucoup plus difficile. D'autant plus qu'il faudra s'attendre à une poussée importante de l'extrême-droite (Aube Dorée) qui joue sur le traumatisme de la capitulation de Tsipras mais aussi sur la crise des réfugiés qui s'est développée en juillet et en août en Grèce.

La démission de Tsipras est un pari politique. Ce n'est pas un geste de renoncement, et ce n'est pas un geste fou. C'est en réalité une course de vitesse entre Tsipras et ses opposants. Tsipras fait le calcul que l'inertie de sa popularité va tenir jusqu'au 20 septembre contre une montée en puissance de la gauche. Mais ceci n'est qu'un calcul. L'électeur grec est le juge de paix.

Quelles ont été ses principales erreurs durant ses huit mois de mandat ?

Il y a eu clairement un échec *stratégique* de Tsipras dans son affrontement avec les créanciers et avec l'Eurogroupe. C'est l'échec d'une stratégie prétendant imposer de l'intérieur un changement d'orientation à l'Union européenne et à l'Eurogroupe. Cet échec résulte de ce que Tsipras s'est délibérément enfermé dans une position le conduisant à préférer un mauvais accord avec une rupture. Ce fut son choix. Ceci, pourtant, ne s'est pas fait sans débats. Une théorie à la mode, tant dans les milieux d'extrême-gauche que dans certains milieux souverainiste, prétend aujourd'hui que ce résultat, la capitulation du 13 juillet, était inscrit dans le programme de SYRIZA. C'est une reconstruction des faits qui ne résiste pas à l'analyse. Dès avant l'élection du 25 janvier (en fait au début du mois de décembre 2014), nous savons aujourd'hui que Tsipras et Varoufakis avaient anticipé les pressions et les menaces dont userait l'Eurogroupe envers la Grèce. Tout le sens du « plan B » mis au point par Varoufakis était justement de donner de l'air au gouvernement grec dans le cas où, comme cela s'est effectivement produit, l'Eurogroupe et la Banque Centrale Européenne chercheraient à étrangler la Grèce. Mais, la logique de ce « plan B » aboutissait à préparer une sortie de l'Euro. Pour des raisons essentiellement idéologiques, ceci fut refusé par Tsipras. Car, si Varoufakis s'était prononcé *pour* l'Euro sous certaines conditions, il avait pleinement conscience que la logique du « plan B » pouvait le conduire à une sortie de l'Euro, et il l'avait accepté^[9]. La position de Varoufakis sur l'Euro a donc évolué de janvier à juin dernier. Il continue aujourd'hui de

penser qu'une sortie de l'Euro est un « mal » mais un « moindre mal » par rapport à l'acceptation de l'accord du 13 juillet et du 3^{ème} mémorandum qui correspond pour lui au mal absolu.

Cette erreur *stratégique* ayant été faite, *et il est important de comprendre qu'elle ne fut tranchée que dans la nuit du 5 au 6 juillet 2015*, soit *après* le référendum où le « Non » avait largement gagné (avec plus de 61% des suffrages exprimés), la capitulation du 13 juillet ne pouvait qu'en découler. Cette capitulation est le résultat de l'erreur stratégique alors commise, et non celui d'une contrainte inévitable et insupportable comme tente de la justifier, assez piteusement d'ailleurs, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent^[10].

Tactiquement, Varoufakis a bien mené la négociation. Les différentes propositions faites par le gouvernement grec avaient du sens. Le gouvernement grec n'avait pas rejeté toutes les mesures d'économie, mais il les liait, et avec raison, à des mesures de relance. Contrairement à l'image qu'en a donné une certaine presse, cette négociation ne fut pas le « refus » de toute mesure de la part du gouvernement grec. Bien au contraire ; d'ailleurs, tant Tsipras que Varoufakis étaient parfaitement conscients des désordres affectant l'Etat grec, son système fiscal, et du poids extravagant joué par les oligarques dans l'économie grecque. Mais, l'Eurogroupe a *systématiquement* refusé toute négociation, et moins pour des raisons économiques que pour des raisons politiques. Il y a eu une volonté de *punir* le gouvernement et le peuple grec, et un mépris profond et explicite pour la démocratie. De fait, l'Union européenne (et l'Eurogroupe) n'accepte des élections que quand le résultat de ces dernières va dans son sens. Ceci en dit long sur la « démocratie » qui imprègne les dirigeants européens et cela constitue, en tant que tel, une des problèmes majeurs révélés par la crise grecque.

Quel a été le tournant décisif ?

En terme de décision, c'est à l'évidence la nuit du 5 au 6 juillet et la réunion du comité restreint du gouvernement, ou Varoufakis fut mis en minorité. Il me semble, si je relis les échanges que j'ai eu avec son secrétariat, qu'il était alors résolu à franchir le Rubicon et à nationaliser non seulement les banques grecques mais aussi à réquisitionner la Banque Centrale de Grèce. Il avait pleinement conscience que cela provoquerait la rupture avec l'Eurogroupe et la sortie de la Grèce de l'Euro. Dans cette situation, la Grèce aurait *immédiatement* fait défaut sur sa dette souveraine, ce qui l'aurait mis en position de force pour la suite des négociations avec ses créanciers. Ceux qui prétendent que Tsipras a, alors, pris la seule décision possible soit ne connaissent pas le déroulement des événements soit, et c'est bien plus probable, mentent en toute connaissance de cause.

On peut cependant penser qu'un tournant plus subtil fut pris, par défaut, quand Tsipras n'a pas donné suite aux propositions de Varoufakis d'activer une partie du fameux « plan B » dès le mois de mai. Cela aurait permis, incontestablement, au gouvernement grec d'être plus fort lors du début de l'affrontement avec les autorités européennes le 26 juin. On peut aussi penser que Varoufakis, alors en pleine évolution personnelle, aurait pu et dû prendre plus de contacts avec l'aile gauche de SYRIZA et trouver en son sein des appuis politiques qui lui auraient peut-être permis de modifier le rapport des forces^[11]. Mais, il faut aussi savoir qu'en avril et mai 2015 Varoufakis négociait pied à pied avec l'Eurogroupe et la Commission européenne. Or, il n'y a que 24 heures dans une journée...

Cependant, quelle que soit la date que l'on retient, il est évident que le jeu était ouvert jusqu'au référendum du 5 juillet. Encore une fois, l'affirmation selon laquelle la capitulation du 13 juillet était inscrite dans le programme de SYRIZA est un mensonge ou, à tout le moins, prend des libertés avec la réalité des faits. Elle fait fi des affrontements et des débats qui se sont déroulés de janvier à juin. Ce que l'on peut par contre dire c'est qu'à avoir limité le débat aux instances centrales de SYRIZA Varoufakis a très probablement affaibli sa position et s'est enfermé dans le piège dont il fut la victime.

Cet échec donne-t-il raison à ceux qui affirment qu'il n'y a qu'une seule politique possible ?

Il est clair que c'est le message que vont chercher à imposer médiatiquement les milieux européistes de Bruxelles et d'ailleurs. On va ressortir du placard le vieux « TINA » (There Is No Alternative) de Margaret Thatcher. Et, qui ne manque pas d'ironie, c'est que ce sont des politiciens qui se prétendent "de gauche" qui vont le plus en faire usage, de François Hollande à Pierre Laurent, en passant par Pierre Moscovici. Mais, ceci ne correspond nullement à la vérité. L'existence du « plan B » est l'une des preuves, au contraire, qu'une autre politique était, et est toujours, possible. Cependant, il faut comprendre que cette autre politique implique, à un moment ou à un autre, une rupture avec l'Euro et avec l'Union européenne. Ce que la crise grecque, qui n'est visiblement pas terminée, nous enseigne c'est qu'il n'y a pas d'autre politique possible dans le cadre de l'Euro. Cette évidence est venue frapper avec force ceux qui à gauche, et en toute honnêteté, maintenaient un discours « pro-Euro » et un discours anti-austérité. Ces deux discours sont incompatibles, comme on le voit aujourd'hui. Soit l'on accepte l'austérité, quitte à en négocier des miettes, le poids des chaînes et la durée de l'esclavage, et l'on peut garder l'Euro, soit on refuse l'austérité, mais alors cela implique une sortie de l'Euro[12].

L'Euro est devenu un obstacle tant à la démocratie (et on l'a vu en Grèce) qu'à une politique en faveur du travail et opposée à la finance. Néanmoins, ces questions n'épuisent nullement le sujet. L'Euro a, en réalité, accentué et généralisé le processus de financiarisation des économies que l'on connaît depuis près de quinze ans[13]. C'est du fait de l'Euro que les grandes banques européennes sont allées chercher des *subprimes* aux Etats-Unis avec les conséquences que l'on connaît lors de la crise de 2008. Ainsi, non seulement la zone Euro a entraîné une partie de l'Europe dans une très faible croissance[14], mais elle ne l'a pas protégée, au contraire de ce que prétendent très impudemment les hommes politiques, de la crise financière de 2007-2009. Le résultat est donc clair. Si des politiques néfastes pour les économies peuvent être mises en œuvre hors de l'Euro, ce dernier implique des politiques néfastes. En fait, aucune autre politique économique n'est possible tant que l'on est dans l'Euro. C'est l'une des leçons de la crise grecque. Aussi, un démantèlement de la zone Euro apparaît bien comme une tâche prioritaire.



Nous avons donc eu, à l'occasion de la crise grecque, une clarification importante du débat, que ce soit en Grèce mais aussi en Europe et en France en particulier. Les positions ont commencé à bouger au sein de la gauche radicale et bien des yeux se sont ouverts.

Comment reconstruire une alternative à la politique européenne actuelle ?

Si l'on considère cette alternative comme étant celle d'une rupture avec l'Euro, et je rappelle qu'il ne peut y avoir d'autre politique *que* sur la base d'une sortie de l'Euro, alors, cette alternative implique d'associer des forces de gauche à des forces souverainistes. Il faut noter, sur la question de l'Euro, une évolution importante au sein des forces de gauche, y compris en France si l'on observe bien les évolutions de J-L. Mélenchon et surtout d'Eric Coquerel[15], sur ce point. Ce fut aussi ce que disait un article dans *The Guardian* publié le 14 juillet 2015, soit au lendemain de la capitulation de Tsipras et appelant à une « sortie de gauche » ou « lexit »[16]. C'est, implicitement, le sens de l'appel de Stefano Fassina, qui fut un des responsables du *Parti Démocrate* en Italie (et ancien vice-Ministre de l'économie du gouvernement Letta), appel qui a été relayé sur le blog de Yanis Varoufakis[17]. C'était enfin aussi le sens de l'article d'Oskar Lafontaine, ancien responsable du SPD et membre fondateur de *Die Linke*, qui, en 2013, appelait à la dissolution de l'Euro [18]. Depuis, le débat a été relayé par l'intervention de Mme Sahra Wagenknecht, co-présidente du groupe parlementaire du parti de gauche Die Linke au Bundestag dans le journal „*Die Welt*“[19]. Mais, cette alternative n'aura de sens que si elle s'élargit à l'ensemble des forces qui, aujourd'hui, appellent à sortir de l'Euro. A partir du moment où l'on se donne comme objectif prioritaire un démantèlement de la zone Euro, une stratégie de large union, y compris avec des forces de droite, apparaît non seulement comme logique mais aussi nécessaire. Vouloir se masquer cela aboutirait à une impasse. La véritable question qu'il convient de poser est donc de savoir s'il faut faire de ce démantèlement de l'Euro une priorité. Et, sur ce point, tant Fassina qu'Oskar Lafontaine et bien d'autres répondent par l'affirmative.

La présence de Jean-Pierre Chevènement[20] aux côtés de Nicolas Dupont-Aignan lors de l'Université d'été de *Debout la France* est l'un des premiers signes dans cette direction. Mais, ce geste – qui honore ces deux hommes politiques – reste insuffisant. A terme, la question des relations avec le Front National, ou avec le parti issu de ce dernier, sera posée. Il faut comprendre que très clairement, l'heure n'est plus au sectarisme et aux interdictions de séjours prononcées par les uns comme par les autres. La question de la *virginité politique*, question qui semble tellement obséder les gens de gauche, s'apparente à celle de la virginité biologique en cela qu'elle ne se pose qu'une seule fois. Même si, et c'est tout à fait normal, chaque mouvement, chaque parti, entend garder ses spécificités, il faudra un minimum de coordination pour que l'on puisse certes *marcher séparément mais frapper ensemble*. C'est la condition *sine qua non* de futurs succès.

Il faut cependant avoir conscience que la constitution des « Fronts de Libération Nationale » pose de redoutables problèmes. Ils devront inclure un véritable programme de « salut public » que les gouvernements issus de ces « Fronts » auront mettre en œuvre non seulement pour démanteler l'Euro mais aussi pour organiser l'économie le « jour d'après ». Ce programme implique un effort particulier dans le domaine des investissements, mais aussi une nouvelle règle de gestion de la monnaie, ainsi que de nouvelles règles pour l'action de l'Etat dans l'économie. De plus, ce programme impliquera une nouvelle conception de ce que sera l'Union européenne et, dans le cas de la France en particulier, une réforme générale du système fiscal. On glisse alors, insensiblement, d'une logique de sortie, ou de démantèlement, de l'Euro vers une logique de réorganisation de l'économie. Un tel glissement est inévitable, et nous avons un grand précédent historique, le programme du CNR (Conseil National de la Résistance) durant la seconde guerre mondiale. La Résistance ne se posait pas seulement pour objectif de chasser l'armée allemande du territoire. Elle avait conscience qu'il faudrait reconstruire le pays, et que cette reconstruction *ne pourrait se faire à l'identique* de ce que l'on avait en 1939. Nous en sommes là aujourd'hui.

L'idée de Fronts de Libération Nationale est donc certainement une idée très puissante, que ce soit en France ou en Italie. Mais, elle implique que, au moins à gauche, on se réapproprie la logique des « fronts » et que l'on comprenne que dans ce type de « front » peuvent subsister d'amples désaccords mais qui sont – temporairement – renvoyés au second plan par un objectif commun. La véritable question est celle de l'autonomie d'expression et d'existence des forces politiques de gauche *au sein de ces fronts*. Il faudra donc bien veiller à ce que les formes institutionnelles que pourraient prendre ces fronts ne soient pas contradictoires avec l'autonomie politique.

L'échec de la gauche dite radicale ouvre-t-il la porte aux extrémistes ?

Ce qui est arrivé n'est nullement un échec de la gauche dite radicale. Ce qui survient en Grèce est, en réalité, une clarification. Et il est à la fois symbolique et important qu'un homme comme Romano Prodi, qui fut Président de la Commission européenne et Premier ministre en Italie, parle à ce sujet de « Blitz allemand »[21]. La crise grecque a secoué jusqu'au plus profond les fondations largement branlantes de la construction européenne. Mais, si la gauche radicale n'arrive pas à surmonter ses préventions et ses réticences, dont certaines peuvent être justifiées, par rapport aux mouvements souverainistes, si l'alliance des « fronts de libération nationale » dont parle Fassina dans son appel, échoue, alors – oui – le risque est grand que les électeurs dans les différents pays ne se jettent dans les bras de mouvements extrémistes. On peut ainsi penser que le parti Aube Dorée aura de beaux jours devant lui en Grèce. C'est pourquoi, et j'insiste sur ce point, il faudra laisser le sectarisme, les procès d'intention et les anathèmes, au vestiaire. De ce point de vue, l'attitude de J-L. Mélenchon qui refuse d'être à la même tribune que Nicolas Dupont-Aignan est puérile. On ne perd sa virginité politique qu'une fois, et la sienne fut déjà perdue dans le soutien inconditionnel à François Hollande en 2012. Dans le CNR il y avait des communistes aux militants de l'Action Française. Il faudra impérativement qu'il en change s'il veut peser dans ce débat ou qu'il argumente très précisément en quoi et pourquoi il refuse de participer à un possible « front ».

Yanis Varoufakis rencontrera Arnaud Montebourg ce week-end. Show médiatique ou début d'une alliance prometteuse ?

Certainement les deux, car ce sont deux fortes personnalités et par ailleurs deux personnes qui savent bien

utiliser les symboles dont ils sont porteurs ! On peut compter sur Arnaud Montebourg, comme sur Yanis Varoufakis, pour faire le Show le 23 août à la « Fête de la Rose » de Frangy-sur-Bresse[22]. Ce qui, d'ailleurs, est dans la logique des choses et n'est pas nécessairement un obstacle. Faire le Show est ainsi une garantie pour les médias parlent de vous et de vos projets. Mais, ce serait une erreur profonde de n'y voir qu'un Show. En fait, l'enjeu de cette rencontre est bien réel et dépasse de loin le « coup » médiatique.



Cet enjeu réside dans la potentialité d'associer à cette alliance, qui est en train de prendre forme, des segments des forces socialistes et socio-démocrates. Car, cette alliance anti-Euro qui est en gestation en Europe implique pour réussir la *désarticulation* des appareils socialistes (ou socio-démocrates) actuellement existant et qui sont devenus le principal obstacle à la mise en œuvre de politiques alternatives en Europe. On peut d'ailleurs noter les craintes que cette dynamique inspire aux hiérarques socialistes en la jugeant à l'aune du fiel et de la haine que déversent le *NouvelObs* et *Rue89* sur les deux hommes[23]. Cette désarticulation nécessaire est la première phase d'un processus de reconstruction, sur des bases largement différentes. On peut constater, d'ailleurs, que cela ne se réduit pas à ces appareils. Le débat qui travers le PCF, et qui oppose une partie de sa direction à une partie de sa direction sur ce point[24], est tout aussi important même s'il est plus feutré, car la direction du PCF sait comment étouffer l'expression publique d'un débat. De ce point de vue, Arnaud Montebourg, mais cela vaut aussi pour les fameux « frondeurs » du PS, devra très rapidement clarifier sa position vis-à-vis de l'Euro car, entre cette alliance anti-Euro et les forces sociales-libérales qui survivront, il n'y aura rapidement plus de place.

Notes

[1] Komileva L., « Another Bailout Won't Keep Greece in the Eurozone », in *Foreign Policy*, 12 août 2015, http://foreignpolicy.com/2015/08/12/another-bailout-wont-keep-greece-in-the-eurozone2&utm_medium=social&utm_source=twitter.com&utm_campaign=buffer

[2] Voir l'article de Gregory Mankiw dans le *New York Times*, « They Told You So: Economists Were Right to Doubt the Euro », 17 juillet 2015, http://www.nytimes.com/2015/07/19/business/history-echoes-through-greek-debt-crisis.html?smid=tw-share&_r=1&abt=0002&abg=0

[3] Tselikas E., « Les privatisations, remède ou poison pour la Grèce? », La *Tribune de Genève*, 27 juillet 2015, <http://www.tdg.ch/monde/Les-privatisations-remede-ou-poison-pour-la-Grece/story/20974067>

[4] « Vindicated, while Lagarde emerges a loser? – David Marsh in MarketWatch, note postée le 4 août 2015 sur <http://yanisvaroufakis.eu/2015/08/04/vindicated-while-lagarde-emerges-a-loser-david-marsh-in-marketwatch/>

[5] Varoufakis Y., « Greece's Third MoU (Memorandum of Understanding) annotated by Yanis Varoufakis », 17 août 2015, <http://yanisvaroufakis.eu/2015/08/17/greeces-third-mou-memorandum-of-understanding-annotated-by-yanis->

varoufakis/ Le texte annoté peut être trouvé à l'adresse suivante :

<https://varoufakis.files.wordpress.com/2015/08/mou-annotated-by-yv.pdf> et l'analyse des précédentes propositions à celle-ci : <http://yanisvaroufakis.eu/2015/07/15/the-euro-summit-agreement-on-greece-annotated-by-yanis-varoufakis/>

[6] http://www.huffingtonpost.fr/2015/08/18/grece-aeroports-privatisation-consortium-allemand_n_8003410.html

[7] Voir le sondage du 26 juillet de BridgingEurope.net cité dans Sapir J., « Syriza, l'Euro et les opinions des grecs » *Russeurope*, le 5 août 2015, <http://russeurope.hypotheses.org/4179>

[8] <https://fr.news.yahoo.com/grèce-unité-populaire-nouveau-parti-dissidents-syriza-131855240.html>

[9] Voir ce qu'il dit dans sa conversation téléphonique avec les responsables de l'OMFIF :

<http://www.omfif.org/media/1122791/omfif-telephone-conversation-between-yanis-varoufakis-norman-lamont-and-david-marsh-16-july-2015.pdf>

[10] Sapir J., « Pierre Laurent, la Grèce et les mensonges », note publiée sur *RussEurope*, le 25 juillet 2015, <http://russeurope.hypotheses.org/4144>

[11] Par exemple avec Costas Lapavistas, député de SYRIZA et partisan résolu d'une sortie de l'Euro. Voir Lapavistas C., « Greece is being blackmailed. Exiting the eurozone is its way out » in *The Guardian*, 25 juin 2015, http://www.theguardian.com/commentisfree/2015/jun/25/greece-blackmailed-eurozone-troika-syriza-common-currency?CMP=share_btn_tw

[12] Voir Daniel Munevar, un des collaborateurs de Varoufakis (<http://www.socialeurope.eu/2015/07/why-ive-changed-my-mind-about-grexit/>).

[13] Sapir J., *Faut-il Sortir de l'Euro ?*, Paris, Le Seuil, 2012.

[14] Bibow, J., "Global Imbalances, Bretton Woods II, and Euroland's Role in All This." in J. Bibow et A. Terzi (édits.), *Euroland and the World Economy—Global Player or Global Drag?* Londres, Palgrave, 2007.

[15] Voir Coquerel E., « Pour un sommet internationaliste du plan B » note publiée le 18 août 2015, <http://www.eric-coquerel.fr>

[16] Owen Jones, "The left must put Britain's EU withdrawal on the agenda" , *The Guardian*, 14 juillet 2015, <http://www.theguardian.com/commentisfree/2015/jul/14/left-reject-eu-greece-euro-sceptic>

[17] Fassina S., « For an alliance of national liberation fronts », article publié sur le blog de Yanis Varoufakis par Stefano Fassina, membre du Parlement (PD), le 27 juillet 2015, <http://yanisvaroufakis.eu/2015/07/27/for-an-alliance-of-national-liberation-fronts-by-stefano-fassina-mp/>

[18] Le texte d'origine se trouve dans le journal *Neues Deutschland* à l'adresse suivante : <http://www.neues-deutschland.de/artikel/820333.wir-brauchen-wieder-ein-europaeisches-waehrungssystem.html> ainsi que sur le blog d'Oskar Lafontaine : <http://www.oskar-lafontaine.de/links-wirkt/details/f/1/t/wir-brauchen-wieder-ein-europaeisches-waehrungssystem/>

[19] <http://www.welt.de/politik/deutschland/article145454656/Sahra-Wagenknecht-stellt-den-Euro-infrage.html>

[20] Voir Jean-Pierre Chevènement : « Si la Grèce sortait de l'euro, elle pourrait se redresser », interview dans *FigaroVox*, par A. Devecchio, le 7 août 2015, <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2015/08/07/31001-20150807ARTFI-Si-la-grèce-sortait-de-l-euro-elle-pourrait-se-redresser.php?print=true>

[21] Dans son éditorial d' *Il Messaggero* du 8 août 2015,

http://www.ilmessaggero.it/PRIMOPIANO/ESTERI/europa_fermi_inaccettabile_bltz_tedesco/notizie/1507018.shtml

[22] <http://www.bfmtv.com/politique/varoufakis-invite-d-honneur-de-montebourg-pour-sa-fete-de-la-rose->

908811.html

[23] Noyon R., « Montebourg-Varoufakis : le jeu des sept ressemblances », le 21 août 2015, <http://rue89.nouvelobs.com/2015/08/21/montebourg-varoufakis-jeu-sept-ressemblances-260821>

[24] Sapir J., « La Grèce et la direction du PCF », note publiée sur *RussEurope*, le 28 juillet 2015, <http://russeurope.hypotheses.org/4155>
